



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision de soumission à la réalisation d'une étude d'impact
du projet d'aménagement d'un lotissement
situé rue du Rocmetz sur la commune de Willems (59)**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet du Nord

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2022 portant délégation de signature à monsieur Jean-Gabriel DELACROY, secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2022-0008 relative au projet d'aménagement d'un lotissement situé rue du Rocmetz sur la commune de Willems (59), reçue et considérée complète le 21 octobre 2022 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 21 octobre 2022 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis, des rubriques 6° a) [Routes classées dans le domaine public routier non mentionnées aux b) et c) de la colonne précédente] et 39° b) [Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est supérieure ou égale à 10 000 m²] du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature et l'ampleur du projet qui consiste, sur un site d'une superficie d'environ 5 hectares, en la création d'un lotissement mixte de 93 logements d'une surface de plancher d'environ 8000 mètres carrés, des voiries, de 178 places de stationnements privées maximum et de 15 places de stationnements ouvertes au public ;

Considérant la localisation du projet sur un espace agricole, en extension urbaine au nord de la commune, à l'intérieur du plan de protection de l'atmosphère inter-départemental du Nord et du Pas-de-Calais ;

Considérant que la consommation d'espaces agricoles est susceptible de porter atteinte aux services écosystémiques rendus par les sols et d'atténuer leur rôle de capteur de dioxyde de carbone ;

Considérant qu'une démarche d'évitement de l'artificialisation des sols en extension urbaine, qu'une réduction de cet impact par une densification plus importante notamment des lots libres, et en dernier lieu qu'une compensation proportionnelle des impacts de l'urbanisation ne sont pas présentées dans le dossier ;

Considérant que le projet, au regard de sa localisation, de son accessibilité routière et de la mauvaise desserte du site par les transports en commun (un arrêt de bus situé à environ 700 mètres du point le plus éloigné du lotissement), contribuera à l'usage de la voiture individuelle, à la hausse du trafic routier et à l'augmentation des émissions de polluants dans l'atmosphère et de gaz à effet de serre ;

Considérant que les questions de mobilité et déplacements ainsi que les impacts induits par l'autosolisme, eu égard aux pôles d'emplois et établissements scolaires (à partir du secondaire) situés au sein des grandes communes alentours n'ont pas été étudiés dans le dossier ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet d'aménagement d'un lotissement situé rue du Rocmetz sur la commune de Willems (59) doit faire l'objet d'une étude d'impact dont le contenu est défini à l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de la DREAL des Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 DEC 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général pour les
affaires régionales

Jean-Gabriel DELACROY

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Les particuliers et les personnes de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr